

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°13 - 10 MARS 2020

« Une météo économique en demi-teinte ... voire incertaine »

Cette fin d'année 2019 reste marquée par un contexte géopolitique, économique et social tendu : menace de la guerre commerciale américano-chinoise au détriment de l'Europe, Brexit, incertitudes sur les économies allemandes et italiennes, multiplication des risques aux frontières...

Cependant, l'Allemagne, qui pèse près d'un tiers du PIB européen, semble avoir évité la décroissance. Quant à la France, en 2020, elle pourrait être à même de conserver une trajectoire solide, dans un environnement en tension.

A l'heure où nous mettons sous presse, les premiers signes de retour à la stabilité économique risquent d'être remis en question par la menace sanitaire mondiale liée au Coronavirus. La dépendance des pays industrialisés à la Chine pourrait provoquer une rechute de l'activité en 2020. Certaines entreprises dans le Grand Est en subissent déjà des effets.

Forte dynamique des créations d'entreprises et recul des défaillances

En 2019, un peu plus de 44 000 entreprises ont vu le jour dans la région, soit 7 000 de plus qu'en 2018 (+18,2%). Pour la première fois depuis 4 ans, la dynamique régionale dépasse celle de la France métropolitaine (+17,9%). Parallèlement, les défaillances d'entreprises sont à la baisse depuis le 2^{ème} trimestre 2019.

Net repli de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie

Oscillant jusqu'à lors entre 77 et 78% depuis environ 2 ans, l'utilisation des capacités de production chute fortement depuis septembre 2019. Elle accuse un net repli à 73,3% en janvier 2020. Les incertitudes éco-

nomiques récentes (Brexit, ralentissement de l'économie allemande, secteur automobile en difficulté...) en sont vraisemblablement la cause.

Tendance plus favorable du tourisme dans le Grand Est qu'au national

La fin de l'année vient confirmer dans le Grand Est le retour à la hausse du nombre de nuitées touristiques, observé depuis le début de l'été. En 2019, la région a enregistré 14,44 millions de nuitées en hôtellerie, soit presque 200 000 de plus (+1,4%) qu'en 2018.

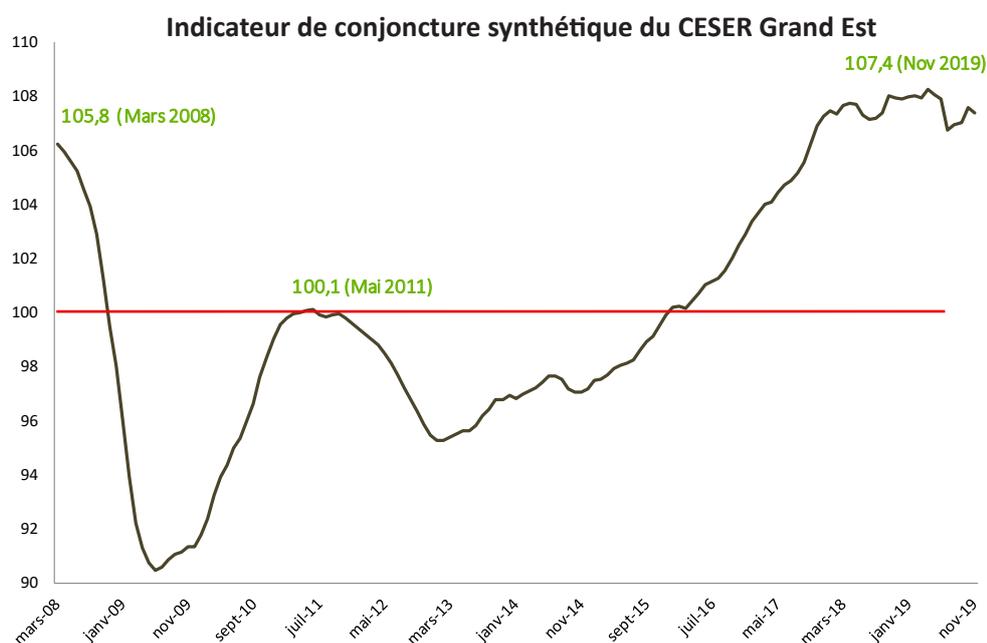
Baisse importante du nombre de demandeurs d'emploi fin 2019

442 160 personnes sont inscrites en catégories A, B, et C à Pôle Emploi dans la région Grand Est au 4^{ème} trimestre 2019, soit 10 000

de moins qu'il y a 6 mois. Les baisses ne profitent plus uniquement aux hommes. Si le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue depuis 4 ans, on observe en 2019 une baisse des demandeurs de plus de 50 ans pour la première fois depuis 2007.

Le nombre de frontaliers en direction du Luxembourg n'augmente pas ce trimestre

La région concentre, avec 190 500 frontaliers, plus de la moitié de l'effectif français. Ceci est principalement dû au Luxembourg, qui continue d'attirer toujours plus de travailleurs du Grand Est. 106 125 personnes de la région se rendent quotidiennement au Grand-Duché pour travailler. Pour la première fois depuis 2012, ce chiffre n'a pas progressé sur un trimestre mais pour autant, les prévisions pour 2035 restent d'actualité, avec 150 000 frontaliers.



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS
- 7 - CONSTRUCTION DE LOCAUX
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 18 - TAUX DE CHÔMAGE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

66,2 milliards d'euros
d'exportations en 2019

24 300
constructions de logements neufs

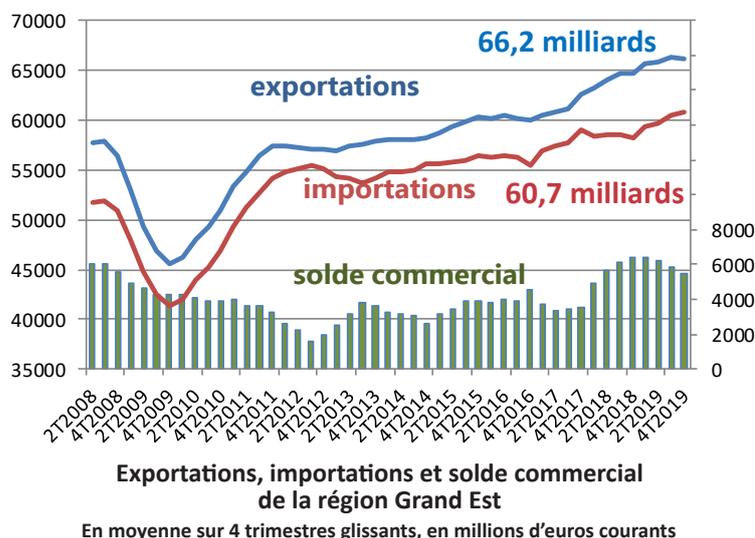
44 081
créations d'entreprises

73,3 %
taux d'utilisation des capacités de production (Janvier 2020)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR - 4^{EME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

Les exportations toujours bien orientées. Le commerce extérieur régional progresse continuellement depuis plus de 3 ans et affiche un nouveau record, avec 66,2 milliards d'euros d'export sur l'année 2019. Toutefois, la croissance est à la baisse, passant de +4% à +2,2% en un an. Les ventes de véhicules automobiles, premier secteur d'exportation, reculent au second semestre 2019, tandis que l'export de boissons progresse très largement (+20% au 3^{ème} trimestre 2019). Sur un an, les exportations en direction de l'Allemagne (+2,2%), du Royaume-Uni (+10,6%) et des Etats-Unis (+6,6%) augmentent nettement. Le Grand Est, avec 5,4 milliards d'€, possède le deuxième solde commercial des régions, derrière l'Occitanie, dopée par Airbus (12,2 milliards). La Meurthe-et-Moselle et le Haut-Rhin sont les seuls départements régionaux à afficher un solde commercial négatif. En France, la balance est déficitaire pour près de 74 milliards d'€.

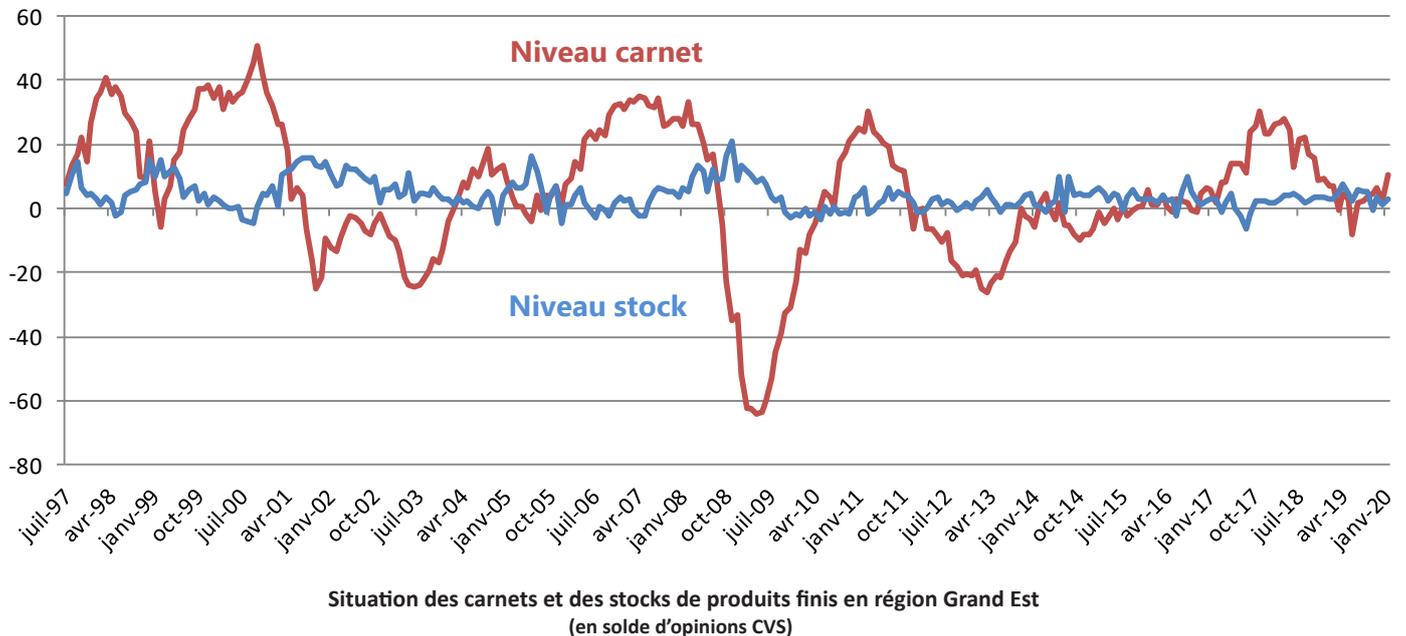


	Evolution des exportations en 2019 par rapport à 2018	Répartition des exportations en 2019, en millions d'euros
Ardennes	-0,8%	2 203
Aube	2,1%	1 771
Bas-Rhin	4,7%	21 605
Haute-Marne	-2,6%	1 033
Haut-Rhin	2,6%	15 067
Marne	2,0%	6 614
Meurthe-et-Moselle	2,1%	2 570
Meuse	3,3%	1 195
Moselle	-0,7%	11 660
Vosges	-0,9%	2 445
Grand Est	2,2%	66 163
France	3,5%	509 882

2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - JANVIER 2020

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

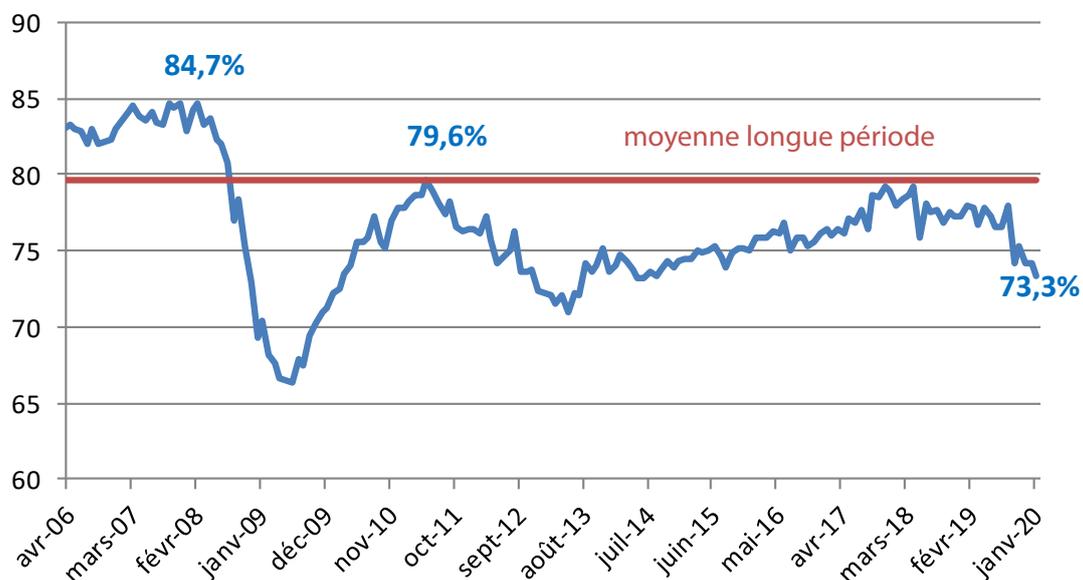
Hausse des carnets de commande en 2020, stabilité du niveau des stocks. Après être redevenue positive en août 2019, la perception, par les entrepreneurs du niveau des carnets de commandes passe, à nouveau, au-dessus de celle des stocks et atteint en janvier 2020 son niveau le plus haut depuis octobre 2018. La baisse de la demande observée en 2019 ne semble plus d'actualité. Le spectre économique de l'effet ciseaux constaté en avril 2019 a été surmonté du fait d'une gestion prudente et adaptée, qui restera cependant à vérifier au cours des prochains trimestres.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - JANVIER 2020

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

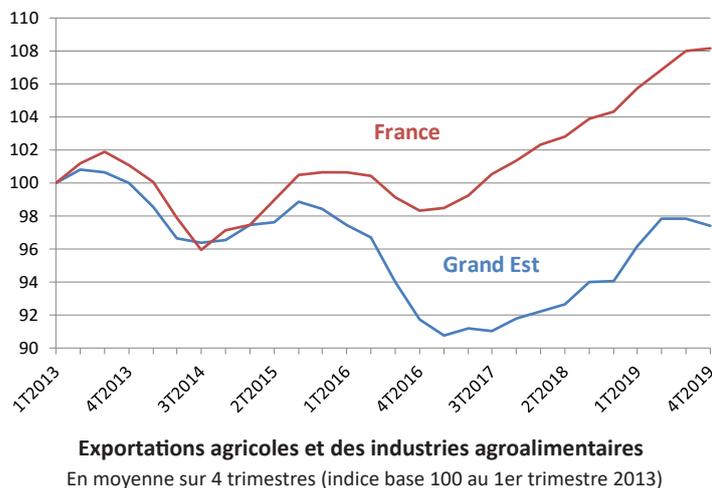
Net repli de l'utilisation des capacités de production. Oscillant jusqu'à lors entre 77 et 78% depuis environ 2 ans, l'utilisation des capacités de production chute fortement depuis septembre 2019. Elle accuse un net repli, 73,3% en janvier 2020, et demeure très éloignée de la moyenne longue période. Les incertitudes économiques récentes (Brexit, ralentissement de l'économie allemande, secteur automobile en difficulté...) en sont vraisemblablement la cause.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : DONNÉES BRUTES EN EUROS COURANTS

Le redressement stoppé net. En croissance depuis 2018 et après le net redressement observé début 2019, on assiste, dans le Grand Est, au second semestre de l'année 2019, à un repli des exportations agricoles et agro-alimentaires (contrairement au niveau national). Le retour au niveau de 2013 (+ 9,6 milliards d'euros) n'est donc plus à l'ordre du jour. Ceci étant, avec ses 5,5 milliards d'euros, ce secteur continue de dégager le plus important solde commercial régional, le deuxième de France derrière la Nouvelle-Aquitaine et ses 5,9 milliards. En 2019, il pèse pour encore 14,2% de l'export agricole et agro-alimentaire français (16,3% en 2012). A noter que le Haut-Rhin est le seul département du Grand Est à enregistrer un solde commercial négatif. La Marne, à elle seule, représente 41% de l'export régional (le Champagne en représentant les trois quarts) et le Bas-Rhin 19% (en baisse de 4,3%).

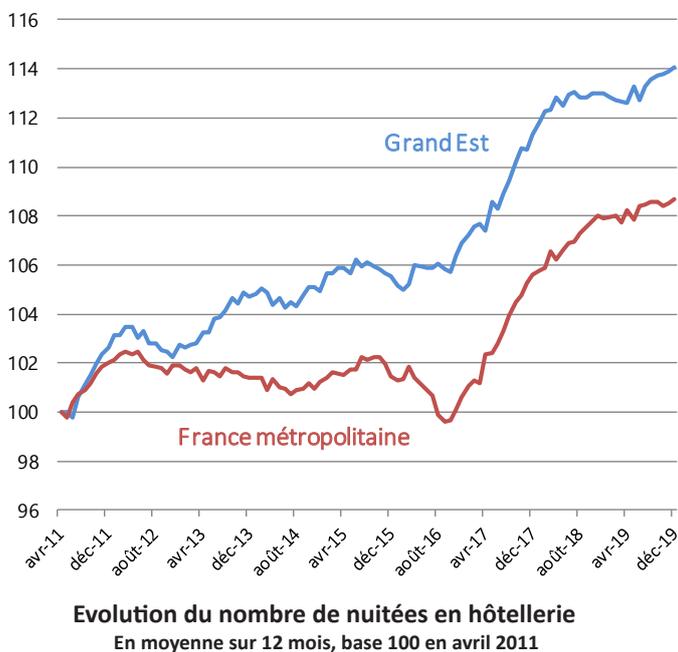


	Evolution des exportations en 2019 par rapport à 2018		Répartition des exportations en 2019, en millions d'euros
Ardennes	-3,4%	<div style="width: 3.4%; background-color: red;"></div>	396
Aube	2,2%	<div style="width: 2.2%; background-color: green;"></div>	378
Bas-Rhin	-4,3%	<div style="width: 4.3%; background-color: red;"></div>	1 745
Haute-Marne	18,3%	<div style="width: 18.3%; background-color: green;"></div>	168
Haut-Rhin	1,9%	<div style="width: 1.9%; background-color: green;"></div>	798
Marne	7,8%	<div style="width: 7.8%; background-color: green;"></div>	3 725
Meurthe-et-Moselle	-3,3%	<div style="width: 3.3%; background-color: red;"></div>	381
Meuse	-1,7%	<div style="width: 1.7%; background-color: red;"></div>	352
Moselle	12,5%	<div style="width: 12.5%; background-color: green;"></div>	953
Vosges	0,4%	<div style="width: 0.4%; background-color: green;"></div>	265
Grand Est	3,5%	<div style="width: 3.5%; background-color: green;"></div>	9 161
France	3,7%	<div style="width: 3.7%; background-color: green;"></div>	64 618

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - DECEMBRE 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Tendance plus favorable dans le Grand Est qu'au national. La fin de l'année vient confirmer dans le Grand Est le retour à la hausse du nombre de nuitées touristiques observé depuis le début de l'été. En 2019, la région a enregistré 14,44 millions de nuitées en hôtellerie, soit presque 200 000 de plus (+1,4%) qu'en 2018. La France métropolitaine voit sa progression ralentir en 2019 (+0,7%). Cette année-là, le rapport de fréquentation s'est inversé : l'évolution positive du tourisme est à mettre cette fois au crédit de la clientèle française et non plus de la clientèle étrangère. Le nombre de nuitées est en augmentation à Metz, Mulhouse, Colmar, Strasbourg (entre +5 et +13%), en stagnation à Reims et en recul à Troyes (-10%). A noter que la clientèle en provenance du Royaume-Uni baisse de 12% en région.



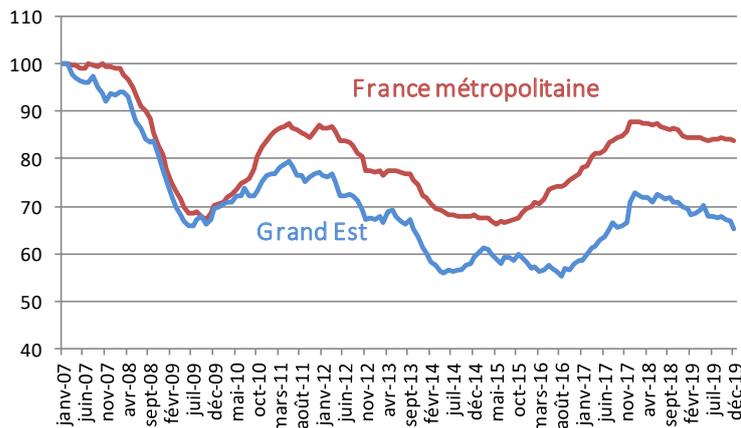
	Evolution annuelle des nuitées sur une année (les 12 derniers mois par rapport aux 12 précédents)	Nombre moyen de nuitées mensuelles sur un an
Grand Est	1,4% <div style="width: 1.4%; background-color: green;"></div>	1 203 291
France métropolitaine	0,7% <div style="width: 0.7%; background-color: green;"></div>	17 864 236

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - DECEMBRE 2019

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Décélération de la construction résidentielle. Le repli des constructions autorisées, comme commencées, observé au premier semestre 2019 se poursuit dans la deuxième partie d'année. Cependant, les constructions autorisées ne reculent plus que de 7% (3% en France métropolitaine), contre -15% au premier semestre. Début 2019, un seul département sur les 10 que compte le Grand Est affichait une progression annuelle de la construction résidentielle commencée. En milieu d'année, ils étaient 4. En toute fin d'année, ils sont désormais 7. Seuls le Bas-Rhin (-15%), la Moselle (-4%) et le Haut-Rhin (-1%) sont encore touchés par un recul. En 2019, 24 300 constructions de logements ont été commencées dans le Grand Est, soit 2% de moins qu'en 2018 (-1% en France métropolitaine). Cette fois, c'est la construction de logements individuels qui permet d'atténuer la baisse de celles de logements collectifs (-18,4%) sur un an.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 Janvier 2007

En moyenne sur 4 trimestres glissants, source INSEE

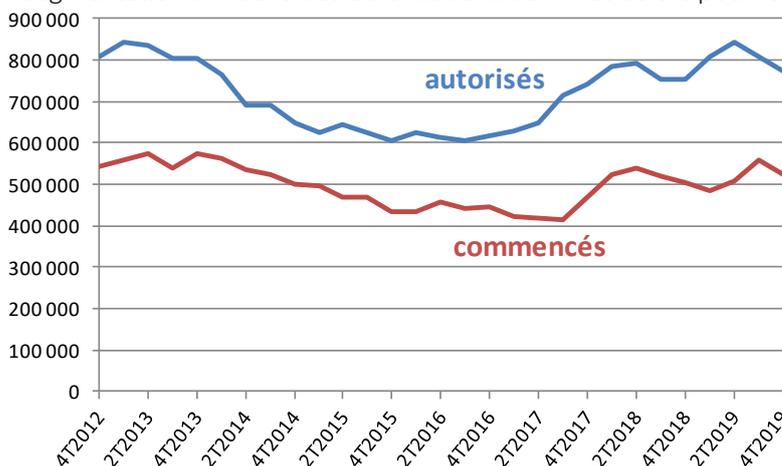
	Evolution du nombre de constructions autorisées en 2019 par rapport à 2018	Evolution du nombre de constructions commencées en 2019 par rapport à 2018
Ardennes	13%	3%
Aube	21%	2%
Bas-Rhin	-20%	-15%
Haute-Marne	-32%	33%
Haut-Rhin	-2%	-1%
Marne	-13%	2%
Meurthe-et-Moselle	-9%	16%
Meuse	3%	25%
Moselle	3%	-4%
Vosges	38%	39%
Grand Est	-7%	-2%
France métropolitaine	-3%	-1%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Une inflexion en fin d'année dans une tendance favorable. En 2019, après une hausse de 6% sur le premier semestre, on assiste à un repli sur le deuxième. C'est au final une hausse de 3% par rapport à 2018, avec un peu moins de 3,1 millions de m² de chantiers de locaux autorisés. La mise en chantier est également en progression (+4% en 2019). Cette dynamique n'est cependant tirée que par quelques départements : la Meuse (+148%, mais sur un volume faible), le Bas-Rhin (+31%) et le Haut-Rhin (+5%). Les 7 autres départements sont marqués par un retrait de la construction non résidentielle, allant jusqu'à -48% dans les Ardennes et -13% dans l'Aube. En France métropolitaine, les chiffres sont plus favorables, avec une augmentation annuelle des autorisations de 7% et de 8% pour les constructions.



Construction de locaux en région Grand Est (en m²)

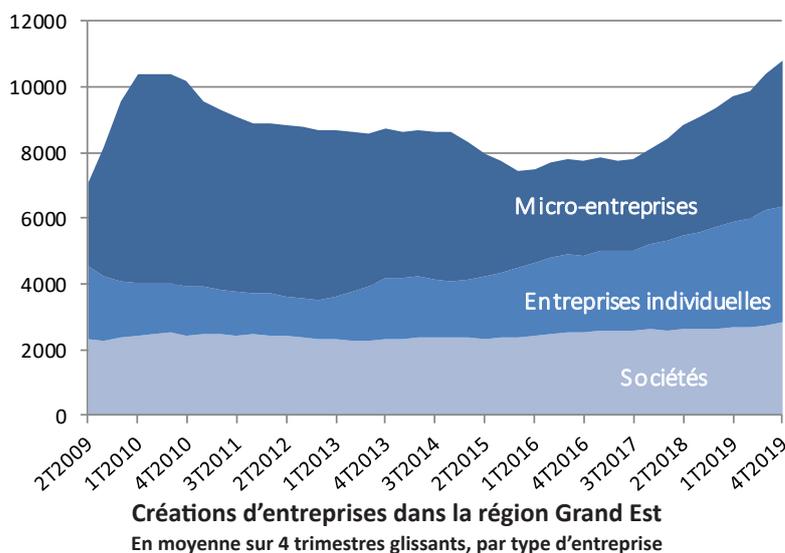
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées en 2019 par rapport à 2018	Evolution des constructions commencées en 2019 par rapport à 2018
Ardennes	-30%	-48%
Aube	-20%	-13%
Bas-Rhin	-8%	31%
Haute-Marne	-12%	-4%
Haut-Rhin	-10%	5%
Marne	23%	-6%
Meurthe-et-Moselle	-22%	-8%
Meuse	53%	148%
Moselle	81%	-2%
Vosges	-28%	-4%
Grand Est	3%	4%
France métropolitaine	7%	8%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Forte dynamique des créations d'entreprises. En 2019, un peu plus de 44 000 entreprises ont vu le jour dans la région, soit 7 000 de plus qu'en 2018 (+18,2%). Pour la première fois depuis 4 ans, avec ce résultat, la dynamique régionale dépasse celle de la France métropolitaine (+17,9%). Les 10 départements du Grand Est affichent des progressions annuelles allant de 8% (Meuse) à 28% (Ardennes). Si la dynamique reste largement le fait des micro-entreprises (+6,7% sur un trimestre), le rythme de créations d'entreprises individuelles, et surtout celui des sociétés, s'accélère sur un trimestre (+2,2% et + 2,7%). Parallèlement, les défaillances d'entreprises sont à la baisse depuis le 2^{ème} trimestre 2019 (cf indicateur n°9). Les créations d'entreprises dans la construction progressent de 16,9% sur un an. Celles des micro-entreprises augmentent de 23,3% dans l'industrie et de 19,3% dans les services. Cependant, la région, avec seulement 5,4% des créations nationales (versus 7% en 2010), reste toujours en retrait par rapport à son poids économique.

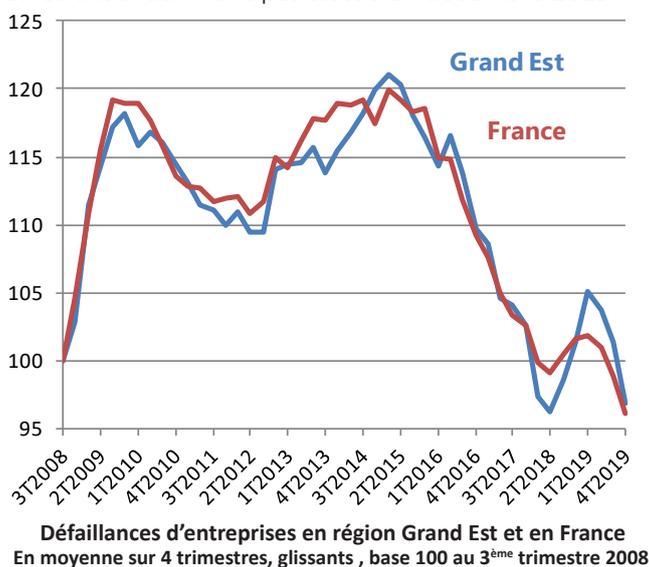


	Evolution annuelle (2019 par rapport à 2018)	Nombre de créations en 2019
Ardennes	27,9%	1 694
Aube	12,6%	2 354
Bas-Rhin	16,4%	11 050
Haute-Marne	19,0%	907
Haut-Rhin	22,5%	6 179
Marne	17,9%	4 937
Meurthe-et-Moselle	18,6%	5 833
Meuse	8,3%	978
Moselle	17,6%	7 505
Vosges	19,9%	2 644
Grand Est	18,2%	44 081
France	17,9%	815 257

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Brusque retournement de situation pour les défaillances d'entreprises. Si le nombre de redressements ou de liquidations judiciaires dans la région a cru de manière significative entre le 2^{ème} trimestre 2018 et le 1^{er} trimestre 2019, il s'inscrit en baisse significative depuis la fin du 2^{ème} trimestre. En 2019, dans le Grand Est, on compte 4 120 défaillances, soit -4,4% qu'en 2018. Au national, le recul est un peu plus important (-5,3%). Sur un an, 3 départements présentent, cependant, une hausse des défaillances : la Meurthe-et-Moselle, la Moselle et le Haut-Rhin. A l'inverse, les départements de l'ouest régional affichent de forts reculs (-31% dans l'Aube). A noter : le nombre de défaillances est en hausse dans le commerce et les tribunaux n'ont pas statué en décembre 2019.



	Evolution du nombre de défaillances en 2019 par rapport à 2018	Nombre de défaillances en 2019
Ardennes	-13,9%	210
Aube	-31,0%	236
Bas-Rhin	-12,7%	871
Haute-Marne	-4,1%	98
Haut-Rhin	4,9%	599
Marne	-5,5%	431
Meurthe-et-Moselle	9,2%	507
Meuse	-0,8%	124
Moselle	5,6%	736
Vosges	-7,8%	310
Grand Est	-4,4%	4 120
France	-5,3%	52 849

2. EMPLOI

3 558

créations d'emplois salariés

(entre le 3^{ème} trimestre 2018 et le 3^{ème} trimestre 2019)

1 388 469 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont :

296 101 dans l'industrie

110 301 dans la construction

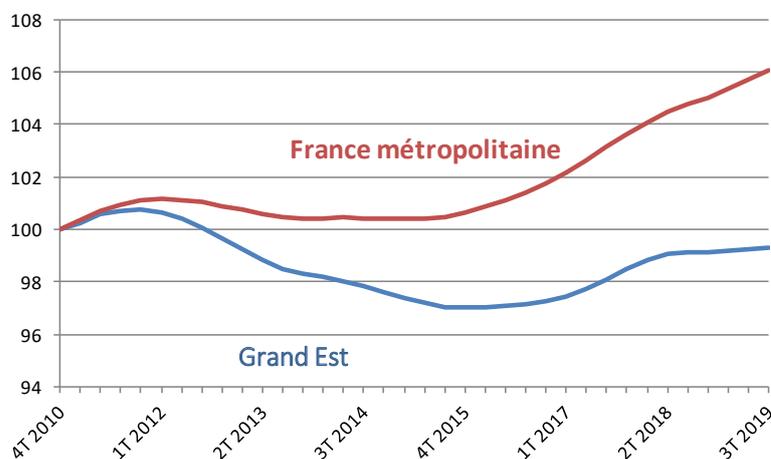
237 714 dans le commerce

744 353 dans les services

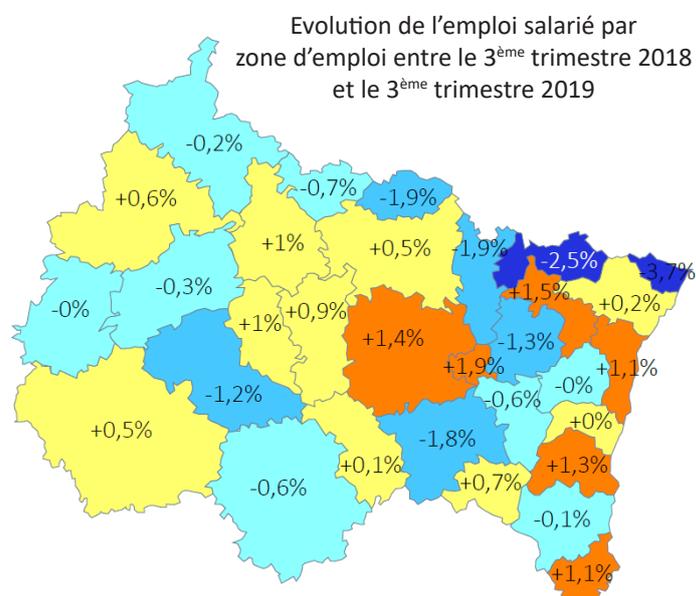
10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Dynamisme au national, inertie au régional. A l'échelon national, l'emploi est en croissance depuis presque 4 ans. On dénombre en France métropolitaine près de 18,4 millions d'emplois salariés privés, 230 000 de plus sur les 4 derniers trimestres (+1,25%). Dans le Grand Est, la progression sur la même période n'est que de 3 500 emplois, soit une croissance 5 fois moindre (+0,25%). Sur un an, la moitié des actuelles zones d'emploi (15/31) enregistre une diminution, celles de Wissembourg (-3,7%) et de Sarreguemines (-2,5%) étant les plus significatives. Concernant les territoires présentant un solde positif, à l'exception de Lunéville (+1,9%), les progressions annuelles restent mesurées et sont inférieures ou égales à 1,5%.



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*
Base 100 au 4^{ème} trimestre 2010, moyenne sur 4 trimestres glissants
*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris



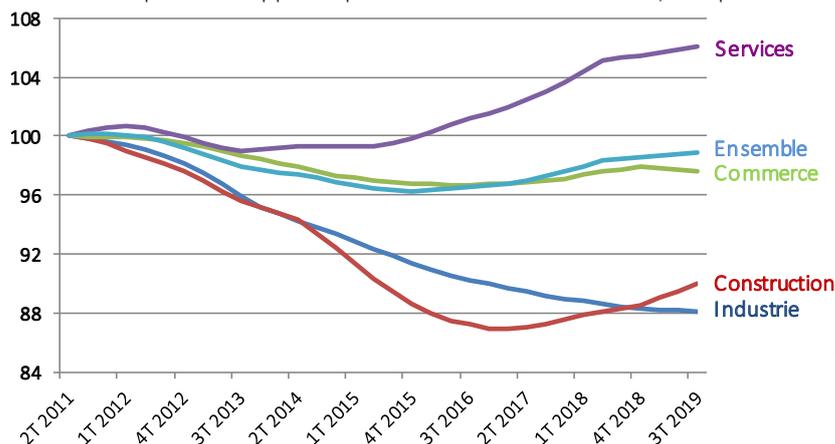
11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

La construction au beau fixe, le commerce en souffrance. Après avoir progressé significativement en 2017, l'emploi salarié privé a vu sa croissance, depuis un an et demi, fortement ralentir. Sa progression annuelle n'est plus que de 0,3%, soit 3558 emplois :

- Services* : + 0,5% soit 3 779 emplois, secteur qui porte toujours les créations, mais à un rythme moindre (en 2017, la progression était de 18 000 postes)
- Construction : + 2% et 2 243 créations de postes pour la construction, qui se redresse désormais très franchement
- Commerce : - 0,7% et - 1 575 postes, poursuivant son repli, tendance observée depuis début 2019
- Industrie : - 0,3% et - 889 emplois, en érosion constante, bien que les baisses soient un peu moins significatives ces derniers trimestres. L'industrie régionale a perdu 25 000 emplois ces six dernières années.

* Il faut cependant rappeler qu'environ 35000 intérimaires, comptabilisés dans le secteur des services, exercent dans l'industrie.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 2^{ème} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

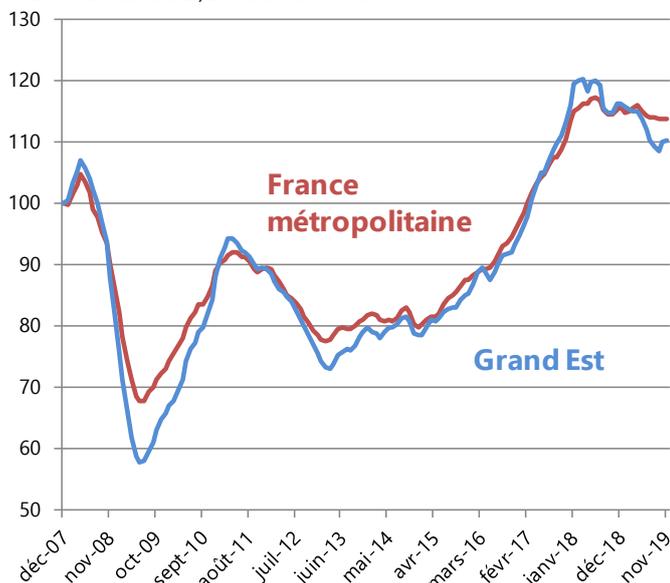
	Nombre d'emplois au 3 ^{ème} trimestre 2019	Evolution annuelle	
		en nombre	en %
Industrie	296 101	-889	-0,3%
Construction	110 301	2 243	2,0%
Commerce	237 714	-1 575	-0,7%
Services	744 353	3 779	0,5%
Total	1 388 469	3 558	0,3%

Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉRIMAIRE - NOVEMBRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

Amortissement de la chute de l'intérim au second semestre 2019. Après une hausse importante des effectifs sur la période 2013-2017, la tendance est désormais globalement à la baisse. En novembre 2019, selon Pôle Emploi, on comptabilise 70 000 intérimaires dans le Grand Est. Fin 2017, on en dénombrait un peu plus de 80 000. Cependant, depuis 3 mois, on observe un léger sursaut. A l'exception de la Moselle, les départements de l'ex-Lorraine parviennent à endiguer cette régression sur un an. A l'inverse, les Ardennes (-14,1%) et le Haut-Rhin (-12,8%) enregistrent de fortes baisses. Au total, le Grand Est est touché par un recul de l'emploi intérimaire de 6,6% sur un an, tout en progressant de 0,7% sur les 3 derniers mois. En France, la situation est plus favorable, avec un repli de seulement 1,1% sur un an et une augmentation des effectifs intérimaires de 1,1% sur 3 mois.



Evolution de l'emploi intérimaire
Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en décembre 2007

	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Ardennes	-6,8%	-14,1%
Aube	7,1%	-3,5%
Bas-Rhin	4,1%	-8,4%
Haute-Marne	-5,9%	-9,2%
Haut-Rhin	-8,7%	-12,8%
Marne	3,0%	-3,2%
Meurthe-et-Moselle	3,0%	6,0%
Meuse	14,0%	20,9%
Moselle	-0,3%	-11,4%
Vosges	4,5%	2,9%
Grand Est	0,7%	-6,6%
France	1,1%	-1,1%

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 4^{ème} trimestre 2019

442 160 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*
(272 330 en catégorie A et 261 338 indemnisés)

58 250 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans
(38 120 en catégorie A)

118 770 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
(77 050 en catégorie A)

8,3% taux de chômage dans la région (3^{ème} T 2019)

*Catégorie A : personne sans emploi

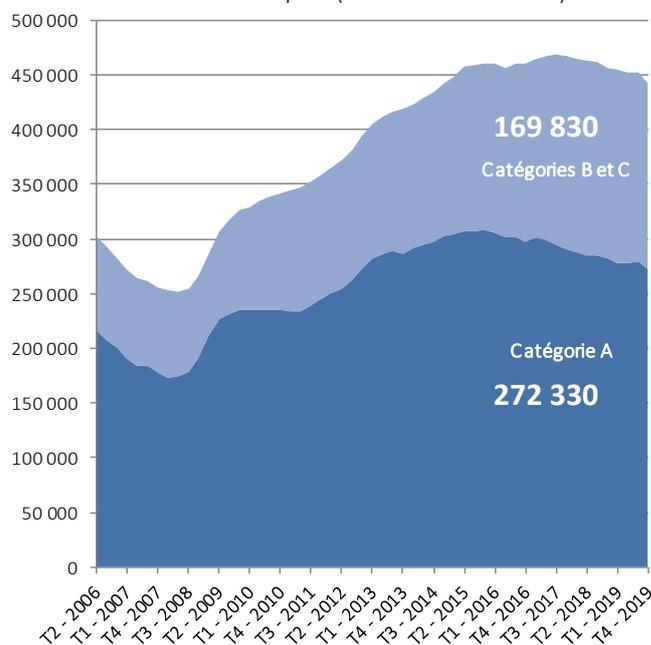
*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Baisse importante du nombre de demandeurs d'emploi fin 2019. 442 160 personnes sont inscrites en catégories A, B, et C à Pôle Emploi dans la région Grand Est au 4^{ème} trimestre 2019, soit 10 000 de moins qu'il y a 6 mois. 61% d'entre elles sont indemnisées. La baisse profite également aux demandeurs en catégories B et C, et non plus seulement à ceux en catégorie A. L'ensemble des départements du Grand Est présente une amélioration du marché de l'emploi, de manière relativement homogène. Contrairement aux exercices précédents, les baisses observées ne profitent plus uniquement aux hommes, puisqu'elles s'équilibrent, à parité, avec les femmes. Au niveau national, on assiste aussi à un recul important du nombre de demandeurs d'emploi (- 150 000 en 2019).



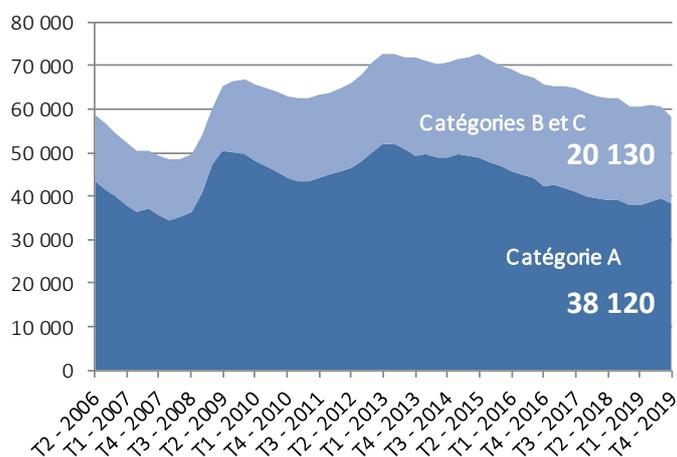
Catégorie A, B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution en 2019	
Ardennes	-1,3%		-1,5%	
Aube	-1,9%		-3,7%	
Bas-Rhin	-2,6%		-3,2%	
Haute-Marne	-1,6%		-3,8%	
Haut-Rhin	-1,2%		-1,0%	
Marne	-2,6%		-3,9%	
Meurthe-et-Moselle	-1,9%		-3,5%	
Meuse	-2,3%		-5,1%	
Moselle	-2,3%		-4,1%	
Vosges	-2,0%		-3,2%	
Grand Est	-2,1%		-3,2%	
<i>dont hommes</i>	-2,1%		-3,1%	
<i>dont femmes</i>	-2,0%		-3,3%	
France métropolitaine	-1,6%		-2,9%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Une orientation à la baisse. Depuis 4 ans, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est à la baisse (-14 500 sur la période). Cette diminution n'est pas linéaire puisqu'elle s'effectue par palier. Après une légère augmentation au premier semestre de l'année 2019, on enregistre au total un recul important en fin d'année, avec cependant des disparités importantes selon les départements : la Meuse enregistre une baisse exceptionnelle de -12,7%, tandis que le Haut-Rhin accuse une augmentation de 0,8%. On compte 58 250 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est, soit 2 500 de moins qu'en 2018. En France métropolitaine, les tendances trimestrielles et annuelles sont semblables à celles observées dans le Grand Est.



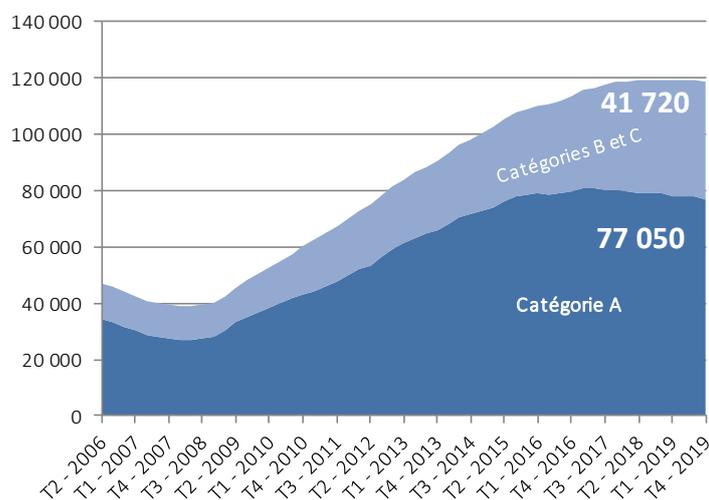
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

Catégories A,B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution en 2019
Ardennes	-3,1%	-3,1%
Aube	-3,1%	-4,5%
Bas-Rhin	-5,4%	-5,3%
Haute-Marne	-2,1%	-3,6%
Haut-Rhin	-2,6%	0,8%
Marne	-6,2%	-7,1%
Meurthe-et-Moselle	-2,5%	-1,7%
Meuse	-5,6%	-12,7%
Moselle	-3,5%	-4,8%
Vosges	-3,3%	-0,2%
Grand Est	-3,9%	-3,9%
<i>dont hommes</i>	<i>-3,9%</i>	<i>-2,8%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-3,9%</i>	<i>-5,0%</i>
France métropolitaine	-3,3%	-4,4%

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Timide inflexion du chômage des séniors. Fin 2019, dans le Grand Est, on recense 118 770 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégories A, B et C. Stabilisé depuis un an, après une augmentation continue depuis la crise de 2007 (passant de 40 000 demandeurs à 120 000), on observe une première baisse sur le trimestre (- 720 demandeurs), profitant uniquement à la catégorie A. Les tendances observées au niveau national sont proches de celles du Grand Est (-0,3% en 2019, -0,4% ce trimestre). La progression du nombre de demandeuses est stoppée en 2019, contrastant avec la situation de ces dernières années, où l'augmentation était importante. Au niveau infra-régional, les départements de l'ex Champagne-Ardenne affichent une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de + de 50 ans, à l'exception de l'Aube. Les départements de l'ex Lorraine présentent tous une diminution (jusqu'à -1,8% pour la Moselle). Enfin, les effectifs progressent de 0,4% dans le Haut-Rhin et reculent de 0,5% dans le Bas-Rhin.



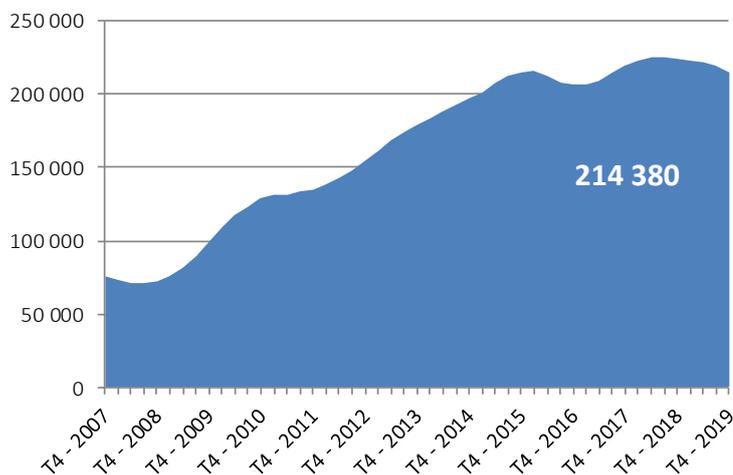
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

Catégories A, B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution en 2019
Ardennes	-0,1%	1,3%
Aube	-1,5%	-1,5%
Bas-Rhin	-1,0%	-0,5%
Haute-Marne	0,0%	0,0%
Haut-Rhin	0,1%	0,4%
Marne	-0,4%	0,9%
Meurthe-et-Moselle	-0,5%	-0,2%
Meuse	-0,3%	-0,5%
Moselle	-1,0%	-1,8%
Vosges	0,0%	-0,5%
Grand Est	-0,6%	-0,4%
<i>dont hommes</i>	<i>-0,8%</i>	<i>-0,7%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-0,4%</i>	<i>-0,1%</i>
France métropolitaine	-0,4%	-0,3%

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Confirmation de la baisse des demandeurs d'emploi longue durée. Le léger retrait observé en début d'année se conforte au second semestre de 2019, avec 7 000 demandeurs d'emploi LD de moins. Cependant, le nombre reste important avec 214 380 personnes inscrites à Pôle Emploi depuis plus d'un an dans la région (soit 48,5% des demandeurs en catégories A, B et C, un point de plus qu'au niveau national). Pour la première fois depuis 2016, les 10 départements affichent une demande d'emploi longue durée à la baisse ce dernier trimestre. Les départements de l'ex Lorraine présentent globalement les reculs les plus importants. Il est à noter que la notion de longue durée n'exclut pas des périodes d'activités. Plus d'un demandeur d'emploi LD sur deux est issu du secteur industriel.



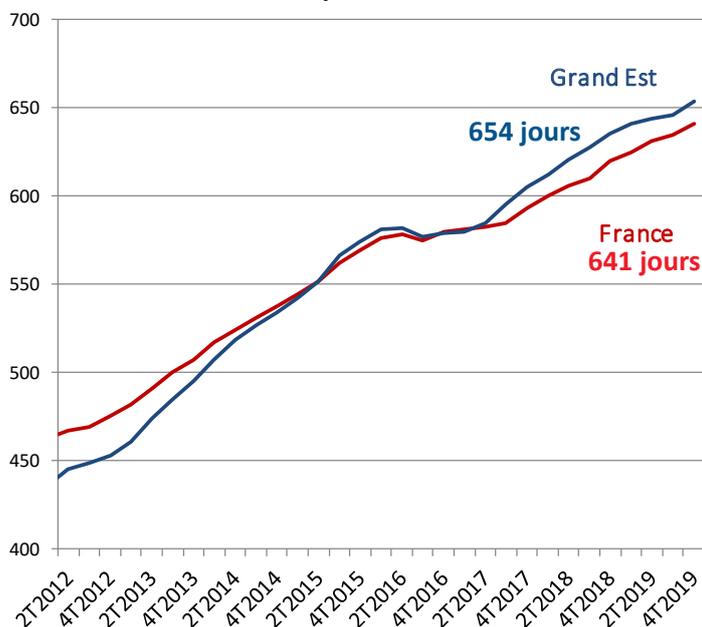
Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution en 2019
Ardennes	-1,8%	-1,3%
Aube	-1,3%	-1,7%
Bas-Rhin	-2,8%	-4,8%
Haute-Marne	-1,7%	-5,5%
Haut-Rhin	-1,6%	-2,0%
Marne	-2,4%	-2,8%
Meurthe-et-Moselle	-1,9%	-5,1%
Meuse	-3,1%	-5,4%
Moselle	-3,0%	-6,3%
Vosges	-1,3%	-4,2%
Grand Est	-2,2%	-4,1%
France métropolitaine	-1,7%	-2,5%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

50 jours de plus en deux ans. Si le nombre de demandeurs d'emploi dans la région est à la baisse, l'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi dans le Grand Est (catégories A, B, C) est en hausse constante depuis plus de 3 ans. Fin 2019, avec 8 jours de plus sur un trimestre, elle culmine à 654 jours. Au national, la tendance est également toujours à la hausse (+ 48 jours en deux ans), même si la durée d'inscription moyenne, 641 jours, reste un peu plus faible qu'en région. Les 10 départements affichent de nettes progressions annuelles, les plus importantes concernant l'Aube (+34 jours), la Marne (+28) et la Meuse (+26). L'est régional vient tempérer dans une certaine mesure ce phénomène, en affichant des augmentations annuelles inférieures à 15 jours.



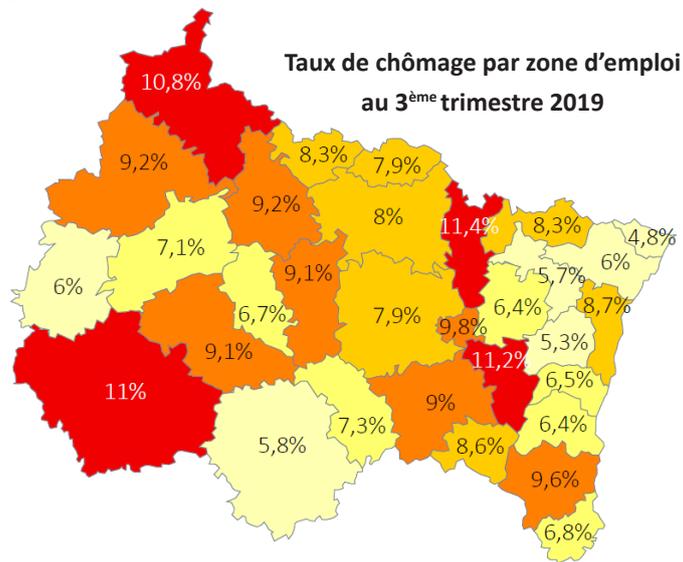
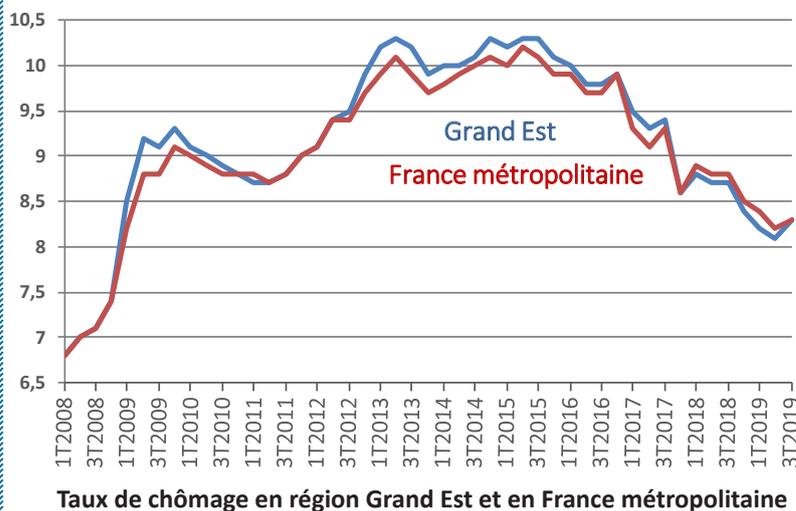
	Evolution en 2019, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	22	732
Aube	34	665
Marne	28	659
Haute-Marne	18	655
Meurthe-et-Moselle	20	682
Meuse	26	699
Moselle	16	630
Bas-Rhin	13	636
Haut-Rhin	11	593
Vosges	15	737
Grand Est	18	654
France	21	641

Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

18 - TAUX DE CHÔMAGE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

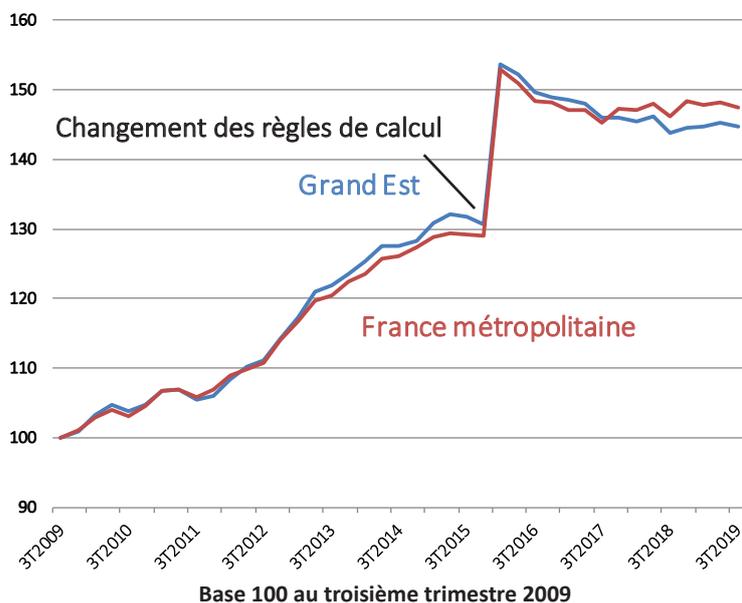
Inversion de tendance. En recul continu depuis un an, le chômage repart à la hausse au 3^{ème} trimestre 2019 (+0,2 point). Il égale le taux de France métropolitaine, avec 8,3%. Au regard des faibles taux de chômage de nos voisins (cf. indicateur n°20), leur attractivité naturelle influence positivement et pour partie, le chômage de certains territoires frontaliers. A l'échelle infra-régionale, on constate que les disparités sont persistantes : Charleville-Mézières, Troyes, Forbach et St-Dié-des-Vosges accusent un taux de chômage d'environ 11%, tandis que plusieurs zones d'emploi enregistrent un taux inférieur à 6%. Si, globalement, depuis plusieurs années, le chômage recule dans tout le territoire du Grand Est, les fortes hétérogénéités entre les zones d'emploi persistent.



19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Légère augmentation du nombre d'allocataires du RSA. Au 3^{ème} trimestre 2019, le Grand Est totalise 140 900 allocataires du RSA (8,7% du total national, part stable depuis un an). Sur une année, la Marne et le Bas-Rhin affichent des hausses significatives du nombre d'allocataires (+3,3% et +2,9%). A contrario, les Ardennes est le seul département de l'ex Champagne-Ardenne à enregistrer un recul (- 1,7%). Au total, sur une année, la hausse régionale du nombre d'allocataires est de 0,6%, et de 0,8% en France métropolitaine.



Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

	Evolution du nombre d'allocataires sur un an	Nombre d'allocataires au 3 ^{ème} trimestre 2019
Ardennes	-1,7%	10 182
Aube	1,5%	9 074
Bas-Rhin	2,9%	26 605
Haute-Marne	0,9%	3 978
Haut-Rhin	0,3%	14 609
Marne	3,3%	13 876
Meurthe-et-Moselle	-0,8%	21 229
Meuse	0,1%	4 823
Moselle	-0,5%	26 288
Vosges	-0,3%	10 236
Grand Est	0,6%	140 900
France métropolitaine	0,8%	1 628 596

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

Au 3^{ème} trimestre 2019

190 500 travailleurs frontaliers

106 125 au Luxembourg
40 000 en Allemagne*
35 875 en Suisse
8 500 en Belgique**

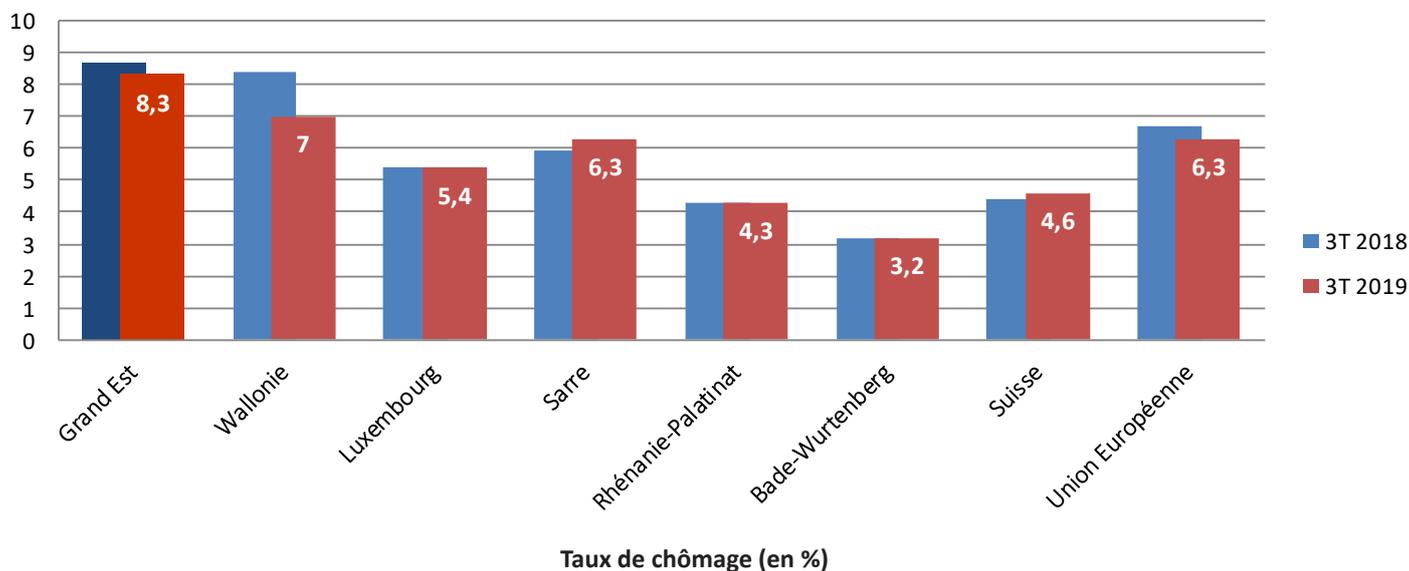
* Estimations 2018

** Données fin 2016

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Les faibles taux de chômage observés chez nos voisins ne reculent plus. Depuis 4 années, et dans toutes les zones frontalières de notre région, les taux de chômage étaient à la baisse, ce qui n'est plus le cas au 3^{ème} trimestre 2019. Si la Wallonie et le Grand Est, avec des taux bien plus élevés que leurs voisins, voient encore leur chômage baisser sur un an, la Sarre et la Suisse enregistrent une hausse de respectivement 0,4 et 0,2 point. Les taux de chômage restent stables et bas au Luxembourg, dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat. Le Bade-Wurtemberg accuse même des pénuries de main d'oeuvre dans certains secteurs économiques.



21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA

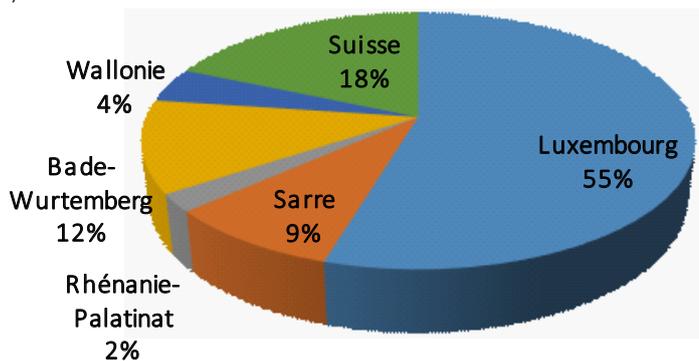
Le nombre de frontaliers en direction du Luxembourg n'augmente pas ce trimestre, une première depuis 2012.

Bénéficiant d'une position géographique unique et de 760 kilomètres de frontières, la région concentre désormais 190 500 travailleurs frontaliers, soit plus de la moitié de l'effectif français. Ceci est principalement dû au Luxembourg, qui continue d'attirer toujours plus de travailleurs du Grand Est. Aujourd'hui, 106 125 personnes de la région se rendent quotidiennement au Grand-Duché pour travailler. Ce chiffre n'a pas progressé au 3^{ème} trimestre 2019 mais pour autant, les prévisions pour 2035, restent d'actualité, avec 150 000 frontaliers. Pour rappel, en 2005, on comptait «seulement 60 000 navetteurs» vers le Luxembourg. L'Allemagne, avec environ 40 000 emplois frontaliers répartis sur 3 Länder, dont la moitié vers le Bade-Wurtemberg, reste toujours en retrait par rapport à la situation de 1999 (près de 60 000). La Belgique recense environ 8 500 travailleurs frontaliers résidant en France. La Suisse reste le pays étranger qui emploie le plus de français (180 000 au total, deux fois plus qu'en 2002, dont 35 875 pour le Grand Est).

	Nombre de frontaliers au 3 ^{ème} trimestre 2019	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	106 125	+5,7%	+3,3%
Suisse	35 874	+1,6%	+1,5%
Allemagne*	40 000		
Belgique**	8 500		

(*) Estimations 2018

(**) Données 3^{ème} trimestre 2016



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
du CESER Grand Est (21 membres)

Président : Michel RUDENT
Vice-Président : Jean-Pierre LANGLET
Rapporteuse : Michèle TREMOLIERES

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

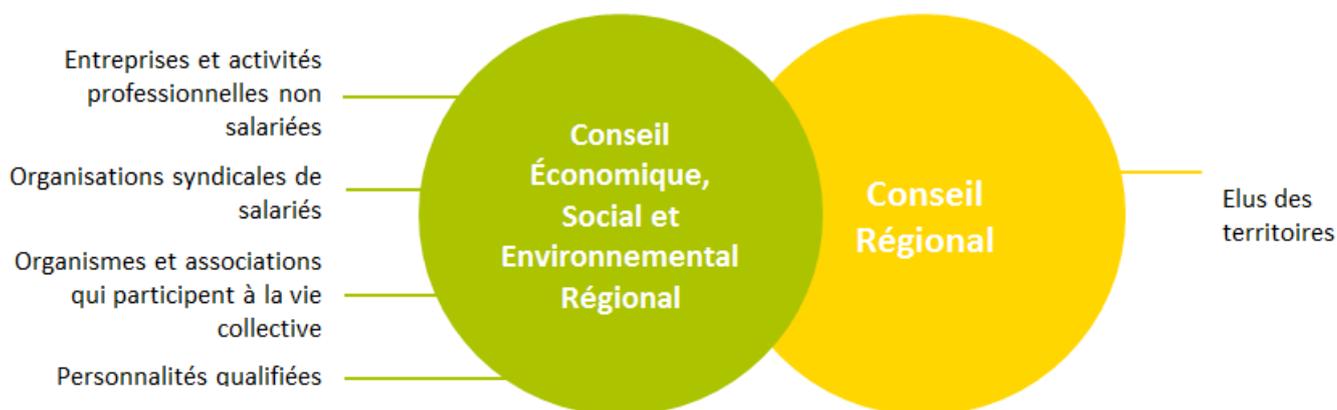
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**